



**Conseil économique
et social**

Distr.
LIMITÉE

E/CN.4/2004/L.16/Rev.2
14 avril 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixantième session
Point 6 de l'ordre du jour

**LE RACISME, LA DISCRIMINATION RACIALE, LA XÉNOPHOBIE
ET TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATION**

Bélarus* et Fédération de Russie: projet de résolution

2004/... Caractère inacceptable de certaines pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et les autres instruments de défense des droits de l'homme applicables,

Rappelant le Statut du Tribunal de Nuremberg et le jugement du Tribunal, qui a reconnu comme criminelles l'organisation SS et chacune de ses composantes et les a déclarées coupables d'un grand nombre de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité,

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

Rappelant également les dispositions pertinentes de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, adoptés le 8 septembre 2001 par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée,

Prenant note de l'étude réalisée par le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée (E/CN.4/2004/61),

Alarmée, à ce sujet, par la propagation dans de nombreuses régions du monde de différents partis politiques, mouvements et groupes extrémistes, néonazis et skinheads notamment,

1. *Réaffirme* la disposition de la Déclaration de Durban, dans laquelle les États ont condamné la persistance et la résurgence du néonazisme, du néofascisme et des préjugés et de la violence nationalistes, et ont déclaré que ces phénomènes ne peuvent se justifier en aucun cas ni en aucune circonstance;

2. *Se déclare profondément préoccupée* par la glorification d'anciens membres de la Waffen-SS, en particulier l'édification de monuments et de mémoriaux ainsi que l'organisation de manifestations publiques par d'anciens SS;

3. *Souligne* que les pratiques exposées plus haut font injure à la mémoire des innombrables victimes de l'organisation SS et corrompent l'esprit des jeunes, et que de telles pratiques sont incompatibles avec les obligations qui incombent aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies en vertu de la Charte et attentatoires aux buts et principes de l'Organisation;

4. *Souligne également* que de telles pratiques alimentent les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance et contribuent à la propagation et à la multiplication de différents partis politiques, mouvements et groupes extrémistes, néonazis et skinheads notamment;

5. *Insiste* sur la nécessité de prendre les mesures voulues pour faire cesser les pratiques exposées plus haut;

6. *Prie* le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée d'engager une réflexion sur cette question et de faire des recommandations dans le rapport qu'il soumettra

à la Commission à sa soixante et unième session, en prenant en considération l'avis des gouvernements et des organisations non gouvernementales;

7. *Invite* les gouvernements et les organisations non gouvernementales à coopérer sans réserve avec le Rapporteur spécial pour qu'il puisse mener à bien cette tâche;

8. *Décide* d'examiner la question à sa soixante et unième session au titre du même point de l'ordre du jour.
